



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du Commissariat des Armées
Plateforme Commissariat Sud-Ouest
Division Achats Publics/Bureau Achats Publics**

**Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
n° DAF_2024_000856_NB**

relatif à la location de contenants et l'approvisionnement en bouteilles de différents gaz au profit de Groupements de soutien de bases de Défense (GSBdD) soutenus par la Plateforme Commissariat Sud-Ouest (PFC SO)

Annexe :

- A- expression des besoins des GSBdD

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET PRESTATIONS ATTENDUES	3
1.1 – OBJET	3
1.2 – TYPE DE CONTENANTS	3
1.3 – RECUPERATION EN FIN DE CONTRAT.....	3
1.4 – ENTRETIEN PERIODIQUE.....	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS ET LIEUX DE LIVRAISON	3
ARTICLE 3 – EXIGENCES TECHNIQUES DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 – ENTRETIEN PERIODIQUE.....	4
4.1 – MESURES GENERALES	4
4.2 – MESURES SPECIFIQUES AUX ESPT	4
4.3 – MESURES SPECIFIQUES AUX ESP	4
ARTICLE 5 – GESTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1 – GESTION INFORMATISEE DU PARC DES ESPT	6
5.2 – GESTION INFORMATISEE DES DELIVRANCES DE GAZ	6
ARTICLE 6 – REGLEMENTATION APPLICABLE	7

ARTICLE 1 – OBJET ET PRESTATIONS ATTENDUES

1.1 - Objet

Le titulaire effectue sur chacun des sites :

- la livraison des équipements sous pression transportables (ESPT), achetés ou loués ;
- le transport des ESPT suite à une demande d'échange ou de remplissage.

1.2 – Type de contenants

Les petites bouteilles sont soit :

- la propriété de l'administration et font l'objet d'échange standard, à la notification d'un bon de commande ;
- la propriété du titulaire et sont louées, enlevées puis restituées une fois le remplissage effectué, à la notification d'un bon de commande.

Les moyennes et grandes bouteilles sont la propriété du titulaire, elles sont louées et sont enlevées puis restituées une fois le remplissage effectué, à la notification d'un bon de commande.

1.3 – Récupération en fin de contrat

Les bouteilles qui appartiennent au titulaire sont récupérées par le titulaire. Seule la prestation de transport associée sera facturée.

1.4 – Entretien périodique

Les ESPT en service et leurs accessoires sont maintenus de façon permanente dans un état garantissant la sécurité des personnes et des lieux.

ARTICLE 2 – CONDITIONS ET LIEUX DE LIVRAISON

Les ESPT sont livrés sur les sites indiquées au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Lors de la commande, les noms/coordonnées du/des bénéficiaires seront confirmés pour contact pour les livraisons aux horaires suivants :

- du lundi au jeudi de 08h30 à 11h30 et de 13h00 à 16h00 ;
- le vendredi de 08h30 à 11h30.

Des livraisons pourront être effectuées exceptionnellement en dehors de ces créneaux après accord préalable entre le titulaire et le bénéficiaire.

ARTICLE 3 – EXIGENCES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

Le présent CCTP fixe les exigences techniques ayant pour objet :

- la fourniture de gaz industriels ;
- la livraison des commandes de gaz aux différents organismes ;
- la location des ESPT, à jour de leurs contrôles réglementaires, contenant ces gaz ainsi que des cadres et des paniers de stockage ;
- l'enlèvement des ESPT vides dans ces mêmes organismes ;
- la location des équipements sous pression (ESP), à jour de leurs contrôles

- réglementaires, des installations contenant de l'azote liquide, du CO₂ et de l'O₂ aviation ;
- l'adaptabilité des ESP au réseau de distribution ;
- la gestion de l'ensemble du stock des gaz et des emballages ;
- la mise en place et l'enlèvement des ESP en début et fin de marché.

ARTICLE 4 – ENTRETIEN PERIODIQUE

4.1 – Mesures générales

Le titulaire prend la qualité d'exploitant pour toutes les tâches qui lui incombent. Ces tâches concernent l'ensemble des ESP et ESPT, qu'ils soient propriétés du titulaire ou de l'administration.

Le titulaire a une connaissance qualitative et quantitative parfaite du parc des ESP et ESPT en service afin de pouvoir gérer à tout moment les demandes d'ESP ou d'ESPT. Il est notamment responsable de la réalisation des opérations de contrôle, de marquage, d'inspection et de requalification dont l'exploitation totale lui est confiée.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne serait pas fabricant des ESP et ESPT loués à l'administration, cette dernière considère que le titulaire s'est assuré auprès de ses fournisseurs que chaque équipement a bien fait l'objet de la ou des procédures d'évaluation de conformité prévues par la réglementation.

NOTA : il est rappelé l'importance de bien respecter les pressions de remplissage des ESPT.

4.2 – Mesures spécifiques aux ESPT

Les délivrances sont réalisées par échange "récipient plein contre récipient vide". Les points de contact de l'Administration seront précisés lors de la réunion de lancement.

4.3 – Mesures spécifiques aux ESP

Les ESP du présent marché sont propriétés du titulaire. A ce titre, il a à sa charge la maintenance préventive des ESP (maintenance courante (contrôle annuel) et de contrôles périodiques). A l'issue de chaque contrôle, une copie du procès-verbal d'intervention est transmise à l'Administration.

Le CO₂, l'azote liquide et l'oxygène aviation sont les gaz concernés par ces ESP.

Sur demande de l'Administration, pour des dommages imputables au service utilisateur, le titulaire établit un devis de réparation, après constat et diagnostic de l'avarie. Ces prestations seront exécutées au titre du poste relatif aux prestations sur devis du marché.

4.3.1 – Installation des ESP

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire a la charge de l'adaptabilité des ESP aux réseaux existants. Pour ce faire, il fournit alors un devis. Les délais d'installation et de désinstallation sont précisés dans l'offre.

Le responsable de l'utilisation d'un ESP dresse en présence du responsable désigné du titulaire lors de la mise en service et lors de la désinstallation un inventaire contradictoire des éléments entrant dans la composition des dites installations.

Après l'installation, la mise en route de l'installation s'effectue en présence de toutes les parties concernées (titulaire, utilisateur).

Bien que le personnel utilisateur ne soit en aucun cas amené à intervenir sur le fonctionnement de l'installation, le titulaire dispense à ce dernier et à sur devis lors de la mise en service une formation destinée à la compréhension et à la bonne conduite de l'installation mise à disposition.

Cette formation pourra le cas échéant être réitérée si l'installation doit subir des modifications, que ces dernières soient liées au seul fait du titulaire, comme rendues nécessaires par un changement des normes.

Le titulaire procédera avec l'administration à la mise en service de l'installation et fournira :

- la notice d'utilisation de l'installation de l'ESP détaillant tous les éléments et les paramètres de fonctionnement ;
- tous les documents attestant de la conformité de l'installation de stockage (visites réglementaires, requalifications périodiques) ;
- les certificats de conformité.

L'admission sera prononcée une fois les prestations ci-dessus réalisées.

4.3.2 – Installation de secours

En cas d'indisponibilité d'un ESP, le titulaire s'engage, afin de ne pas interrompre le service, à mettre à la disposition de l'utilisateur, durant la période d'intervention et en quantité nécessaire, les gaz en conteneur, bouteilles ou autres :

- aux frais de l'Administration si l'indisponibilité de l'installation est imputable à l'administration ;
- à ses frais dans les cas suivants :
 - lors du montage de l'installation principale ;
 - si l'indisponibilité résulte d'opérations de maintenance préventives ou curatives indépendantes de l'utilisateur ;
 - à la fin du marché, en phase de démontage de l'installation principale.

Ce moyen de stockage de secours devra être raccordé au circuit existant et être conforme à la réglementation en vigueur

4.3.3 – Sécurité

Le titulaire rédige avec le service utilisateur, lors de l'installation et de l'enlèvement des ESP (en début et fin de marché), un plan de prévention.

Le titulaire rédige, préalablement à l'exécution des tâches de livraison de gaz, un protocole de sécurité.

Ces deux procédures devront être approuvées par toutes les parties concernées en préalable à toute opération concernant ces marchés.

Le titulaire est responsable du marquage et du balisage de sécurité de la zone de stockage, quelle que soit la nature de l'intervention à réaliser.

Le titulaire met à disposition de l'Administration une permanence téléphonique afin de répondre voire d'intervenir pour tout problème relatif à la sécurité du matériel mis à

disposition. Le numéro d'appel de cette permanence sera donné aux responsables de la formation utilisatrice et apposé de manière visible et de façon indélébile sur le matériel de stockage.

La fiche de données de sécurité des gaz sera également fournie aux utilisateurs à la première livraison de gaz.

Les consignes de sécurité seront définies lors de l'avis d'ouverture du chantier par :

- le responsable désigné de l'entreprise ;
- le responsable désigné du service utilisateur ;
- le bureau « prévention » du site concerné.

En aucun cas le titulaire ne prend l'initiative de modifications ou travaux non conformes ou non décrits dans le présent CCTP sans l'accord préalable du responsable technique du matériel concerné.

ARTICLE 5 – GESTION DES PRESTATIONS

5.1 – Gestion informatisée du parc des ESPT

Le titulaire assure une gestion informatisée du parc d'ESPT. La totalité du parc en service fait l'objet d'un suivi des mouvements.

L'application informatique conçue ou acquise par le titulaire, doit permettre à tout moment de connaître en fonction du numéro de la bouteille ou d'un codage particulier (code à barres par exemple) :

- le volume du récipient ;
- la nature du fluide contenu ;
- la date de délivrance ;
- la formation détentrice ;
- le numéro de commande et de livraison ;
- la date et nature du prochain contrôle de conformité.

Le titulaire s'engage à fournir trimestriellement (et éventuellement sur demande particulière de l'Administration) une situation du parc ainsi qu'un récapitulatif des mouvements des ESPT intervenus chaque mois (pour une période déterminée sur demande particulière). Il fournira à cet effet un dossier adressé à l'adresse internet du service permettant une exploitation simple et le retraitement informatique des données visées ci-dessus.

NOTA : les coordonnées complètes des contacts utilisateurs seront fournies au titulaire après notification.

5.2 – Gestion informatisée des délivrances de gaz

Le titulaire assure une gestion informatisée des délivrances de gaz. La totalité des délivrances de gaz fait l'objet d'un suivi des mouvements qui doit permettre de connaître :

- le numéro de la commande ;
- le fluide délivré ;
- la quantité délivrée ;
- la date de la délivrance ;
- la formation bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à fournir trimestriellement (et éventuellement sur demande particulière de l'Administration) l'état récapitulatif des délivrances intervenues chaque mois (pour une période déterminée sur demande particulière).

Il fournit à cet effet un dossier adressé à l'adresse internet du service permettant une exploitation simple et le retraitement informatique des données.

Le dossier de suivi des délivrances peut être fourni sur le même support et le même fichier informatique que le dossier de suivi du parc des ESPT.

ARTICLE 6 – REGLEMENTATION APPLICABLE

Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications du présent marché, les prescriptions légales ou réglementaires, sur la normalisation, le code du travail et le code des marchés publics, en vigueur au moment de l'exécution du marché et notamment :

- Décret n° 2001-386 du 03 mai 2001, consolidé au 01 juillet 2011, relatif aux équipements sous pression transportables ;
- Décret n° 2003-1250 du 22 décembre 2003, transposant la directive 2002/50/CE, relatif aux équipements sous pression transportables ;
- Arrêté du 03 mai 2004 relatif à l'exploitation des équipements sous pression transportables ;
- Décret du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression ;
- Arrêté du 30 mars 2005 relatif aux équipements sous pression ;
- Règlement européen (CE) n°1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et le conditionnement des substances et mélanges ;
- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voie terrestres.